ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

États membres

Question écrite n° 97967

Texte de la question

M. Philippe Gosselin attire l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur les conséquences, pour l'économie française, du choix des citoyens britanniques de voir leur pays quitter l'Union européenne. Si ces conséquences peuvent être, au moins à court terme, néfastes pour notre économie, la sortie potentielle du Royaume-Uni du marché commun peut également représenter une opportunité pour la France d'attirer un certain nombre d'entreprises installées outre-Manche. En particulier les activités de services telles que la finance considèrent déjà leur délocalisation sur le continent afin de préserver un accès privilégié au marché européen. Ainsi les sièges de multinationales ou les banques installées dans la City de Londres pourraient-ils envisager une installation en France et notamment en région parisienne. Dès lors, afin de minimiser les effets néfastes sur l'économie de cette sortie prochaine du Royaume-Uni, la France doit poursuivre et accentuer ses efforts pour restaurer son attractivité et attirer ces entreprises. Il lui demande donc quelles mesures peuvent être envisagées par le Gouvernement pour répondre à cet objectif.

Données clés

Auteur : M. Philippe Gosselin
Circonscription : Manche (1re circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 97967
Rubrique : Union européenne
Ministère interrogé : Finances et comptes publics
Ministère attributaire : Économie

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 19 juillet 2016, page 6776
Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)